

B2-303 | RESTRUCTURATION LAURIS MALLEMORT



B2-303-16 | TRAVAUX URGENTS DE PROTECTION CONTRE L'ÉROSION PAR LA DURANCE DE L'ANCIENNE DECHARGE DE CHARLEVAL

***Demande d'examen au cas par cas au titre
de l'article R.122-2 du Code de
l'environnement***

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS AU TITRE DE L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT

TRAVAUX URGENTS DE PROTECTION CONTRE L'ÉROSION PAR LA DURANCE DE L'ANCIENNE
DECHARGE DE CHARLEVAL

**Pièce jointe B : Arrêté préfectoral autorisant le Président du SMAVD à
réaliser des travaux d'urgence de protection de la décharge de
Charleval**



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le

19 1 JUIN 2025

ARRÊTE PRÉFECTORAL du 19 1 JUIN 2025

portant prescriptions au titre de l'article R.214-44 du code de l'environnement
concernant
les travaux d'urgence de protection de la berge en rive gauche de la Durance, au droit de
l'ancienne décharge

Commune de CHARLEVAL
Dossier n° 0100291667

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6, ainsi que les articles R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté n° 22-064 du préfet coordonnateur de bassin en date du 21 mars 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté n° 22-065 du Préfet coordonnateur de bassin en date du 21 mars 2022 portant approbation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

.../...

VU l'arrêté du 13 février 2022 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU la compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

VU l'information de travaux d'urgences, au titre de l'article R.214-44 du code de l'environnement, envoyée par courrier par Monsieur d'ISSERNIO, directeur général délégué transition environnementale, eau, culture et sport de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 30 avril 2025, reçu à la direction départementale des territoires du Vaucluse en date du 12 mai 2025 ;

VU la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de l'opération entre la métropole d'Aix-Marseille-Provence et le syndicat mixte d'aménagement de la vallée de la Durance (SMAVD) ;

VU la doctrine régionale de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement PACA en date du 12 mai 2016 relative à l'encadrement des travaux susceptibles d'avoir un impact sur un cours d'eau, notamment les travaux d'urgence ;

CONSIDÉRANT que l'article L.214-3 du code de l'environnement stipule que l'autorité administrative peut, à tout moment, imposer, par arrêté, toutes prescriptions particulières nécessaires afin de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du même code ;

CONSIDÉRANT la présence d'une ancienne décharge de déchets ménagers au bord de Durance sur la commune de Charleval ;

CONSIDÉRANT que les évolutions morphologiques de la Durance ont entraînés une importante érosion au droit de la décharge, impliquant dès à présent une dispersion de certains déchets de la décharge dans le lit de la rivière ;

CONSIDÉRANT que la gestion de l'ancienne décharge nécessite la mise en œuvre de mesures complémentaires pour préserver les milieux aquatiques et éviter une pollution des eaux superficielles ;

CONSIDÉRANT que la réalisation des travaux à caractère d'urgence visée par cet arrêté répond à la combinaison d'un aléa fort, caractérisé par un risque à court terme, et d'enjeux importants ;

CONSIDÉRANT que les éléments présentés dans la note d'information et les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir les objectifs définis à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les travaux sont compatibles avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée 2022-2027 ;

CONSIDÉRANT que les travaux sont compatibles avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Vaucluse ;

A R R Ê T E

Titre I : OBJET DE L'ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Bénéficiaire du présent arrêté

Métropole d'Aix-Marseille-Provence
Direction générale déléguée transition
environnementale, eau, culture et sport
BP 48 014
13 567 MARSEILLE Cedex 02

Le bénéficiaire du présent arrêté susvisé est désigné dans ce qui suit par la dénomination :
l'exploitant

ARTICLE 2 : Travaux à réaliser

Les travaux consistent en la réalisation de travaux de protection et de consolidation de la berge de la rive gauche de la Durance au droit de l'ancienne décharge communale de Charleval.

La protection de berge se décompose comme suit :

- ◆ Une protection de berge le long du front d'érosion contre la décharge de 120 ml. La technique de protection est mixte avec un sabot et un parement inférieur en enrochements libres, et une partie supérieure de la berge talutée en génie végétal ;
- ◆ Un épi aval constitué d'un parement en berge de 40 ml de long et d'un épi déflecteur de 50 ml, plongeant orienté vers l'axe de la rivière ;
- ◆ Un épi amont constitué d'un ancrage en berge de 20 ml de long et un épi déflecteur de 50 ml, plongeant orienté vers l'axe de la rivière.

La phase travaux implique la création d'une plateforme de travail en rive gauche dans le lit de la Durance entre le banc alluvionnaire en aval de la décharge et l'épi amont. Celle-ci est constituée par les alluvions d'un banc en aval de la décharge et seront mis en œuvre de l'aval vers l'amont.

Période d'intervention :

- ◆ Les travaux de préparation du chantier débute en juillet 2025, pour une durée de 4 semaines ;
- ◆ Les travaux de terrassement et d'enrochements débutent à l'issue de la préparation, pendant la période d'étiage estival, fin juillet, début août 2025, pour une durée de 6 semaines.
- ◆ Les travaux de génie végétal de la partie supérieure des protections de berges débutent en septembre 2025 pour une durée de 8 semaines.

ARTICLE 3 : Rubriques de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Les opérations consécutives aux travaux entrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions techniques générales</i>
3.1.4.0.	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Autorisation	Arrêté du 13 février 2002 NOR : ATEE021002B A
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) 2° Dans les autres cas (D)	Autorisation	Arrêté du 30 septembre 2014 NOR : DEVL140454 6A

Titre II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 4 : Prescriptions générales

Les travaux sont réalisés de manière à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, et en respectant les prescriptions techniques générales des arrêtés cités à l'article 3.

Le service de police de l'eau de la direction départementale des territoires de Vaucluse et l'office français de la biodiversité sont prévenus 15 jours avant le démarrage des travaux par courriel :

ddt-spe@vaucluse.fr ; sd13@ofb.gouv.fr

Lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en œuvre du chantier, les autorisations de passage ou d'occupation des sols, sur les propriétés n'appartenant pas au bénéficiaire, doivent être obtenues avant le démarrage des travaux. Le présent arrêté ne constitue pas une autorisation de pénétration ou d'occupation des propriétés.

ARTICLE 5 : Prescriptions spécifiques relatives aux milieux aquatiques

En plus des mesures prévues par l'exploitant dans la note d'information transmise, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

En phase de chantier

- les comptes-rendus hebdomadaires de chantier sont transmis pour information au service police de l'eau par courriel : ddt-spe@vaucluse.gouv.fr ;
- le bénéficiaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les pollutions de la rivière ;
- la circulation des engins se fait uniquement sur les pistes aménagées. La création de la plateforme se fait à l'avancement de l'aval vers l'amont. Aucun engin ne se déplace dans le lit mouillé de la Durance ;
- l'organisation de chantier respecte les modalités suivantes :
 - les installations de chantier sont équipées d'un système de gestion des eaux usées. Aucun rejet d'effluents liquides non traités n'est autorisé sur le chantier. Les eaux usées sont soit récupérées et traitées hors du site, soit acheminées vers le réseau de collecte communal, assorti d'un dispositif adéquat et après autorisation de son gestionnaire. Les rejets d'huiles, lubrifiants, détergents et autres produits polluants dans le réseau communal sont interdits ;
 - les produits polluants ou dangereux pour l'environnement (hydrocarbures et huiles notamment) sont stockés dans des contenants à double paroi ou sur bac de rétention de capacité adaptée, au niveau de la zone pré-identifiée pour les installations de chantier. Un dispositif de rétention doit également être disposé sous tout matériel potentiellement polluant (compresseur, groupes thermiques...) ;
 - des kits anti-pollution, produits absorbants ou boudins absorbants sont mis à disposition à proximité de chaque engin de chantier et sur les ateliers de travail utilisant des produits dangereux ;
 - le personnel intervenant sur le chantier doit être sensibilisé et formé sur les contraintes spécifiques liées à la Durance et à l'utilisation des moyens de maîtrise des pollutions accidentelles (kit anti-pollution, boudin absorbant, ...) ;
 - les engins de chantier sont en bon état de fonctionnement (vérifications générales périodiques et/ou contrôle technique récent) et doivent faire l'objet d'un entretien régulier. Une attention particulière est portée par l'entreprise pour éviter toutes fuites de liquides (carburant, huiles...) ;

- les interventions mécaniques et le lavage des engins ne sont pas réalisés sur le site en dehors des aires aménagées à cet effet. En cas de force majeure, une bâche imperméable et un bac de rétention mobile sont disposés au sol sous la zone d'intervention ;
- les sols sont protégés lors de toute intervention potentiellement polluante (bâche étanche...) ;
- les pleins de carburant des engins se font selon des modalités permettant d'éviter toute fuite vers le milieu naturel (aire étanche, pistolet avec clapet anti-gouttes, dispositif de rétention sous le réservoir, disponibilité en matériel absorbant...). Cette recommandation s'applique également au remplissage des équipements thermiques (groupes électrogènes, petit outillage...) ;
- les stationnements d'engins hors période d'activité sont réalisés sur une zone étanche de la base-vie ou sur toute autre zone de stockage étanche hors des milieux naturels ;
- les entreprises mettent en place un plan de prévention des pollutions, incluant un volet d'urgence en cas de pollution accidentelle. Le volet de prévention et d'urgence en cas de pollution accidentelle respecte a minima les principes suivants :
 - la procédure (nom du responsable, contact, action) en cas de pollution accidentelle est affichée avec les autres procédures d'urgence (sécurité) ;
 - les actions à mener (information du responsable, confinement, extraction des polluants) sont détaillées ;
 - le chantier est arrêté sans délais, et ce jusqu'à l'identification de la source de pollution et la prise de mesures garantissant l'absence de récurrence.

En fin de chantier

- Le périmètre du chantier doit être remis en état après la fin des travaux. Celui-ci doit être débarrassé de tous les déchets présents sur et à proximité du site (à collecter et à évacuer en décharge agréée) ;

ARTICLE 6 : Prescriptions spécifiques relatives à la qualité des eaux superficielles

Mesure concernant la turbidité

Un suivi de la qualité de l'eau par la mesure de la turbidité est réalisé en amont et en aval des zones de travaux.

Les mesures de turbidité sont réalisées en 2 points, le premier en amont des travaux, le deuxième 50 m en aval de la zone de travaux après la zone de rejet des eaux d'exhaure si un système de pompage de la zone de chantier pour mise en assec est réalisé.

L'écart maximal de turbidité admissible entre les mesures amont et aval est précisé dans le tableau ci-dessous :

Turbidité à l'amont du chantier	Écart maximal de turbidité entre l'amont et l'aval
Inférieur à 15	10
Entre 15 et 100	20
Supérieur à 100	30

La fréquence de suivi de la turbidité est de 3 fois par jour.

Les mesures amont et aval sont enregistrés et sont intégrées en annexe du compte rendu de fin de chantier.

En cas de dépassement de l'écart maximal admissible de turbidité, le chantier est interrompu en attente de la mise en place de dispositif permettant le respect des écarts maximal de turbidité mentionnés dans le tableau ci-dessus. Un rapport d'incident doit être rédigé, précisant les causes du dépassement de l'écart et les mesures correctives mises en œuvre. Ce rapport est consigné dans le compte rendu de chantier.

Mesure concernant l'oxygénation de l'eau

Le suivi de l'oxygène dissous est réalisé à une fréquence de 3 mesures par jour.

Les mesures d'oxygène dissous sont réalisées en 2 points, le premier en amont des travaux, le deuxième 50 m en aval de la zone de travaux après la zone de rejet des eaux d'exhaure si un système de pompage de la zone de chantier pour mise en assec est réalisé.

Pendant toute la durée du chantier, les valeurs instantanées de la teneur en **oxygène dissous** doivent être **supérieures ou égales à 4 mg/l**.

Lorsque la teneur en oxygène dissous est inférieure, les cadences sont réduites. Si ce dépassement est supérieur à une heure, les opérations en eau doivent être stoppées immédiatement. La reprise des travaux est conditionnée par le retour des concentrations à une valeur supérieure ou égale à 4 mg/l.

Les mesures amont et aval sont enregistrés et sont intégrées en annexe du compte rendu de fin de chantier.

Un rapport d'incident doit être rédigé, précisant les causes des valeurs inférieures aux seuils et les mesures correctives mises en œuvre. Ce rapport est consigné dans le compte rendu de chantier.

ARTICLE 7 : Gestion des espèces exotiques envahissantes

L'exploitant élabore un protocole de gestion des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE).

A minima, ce protocole intègre les prescriptions suivantes :

En amont du démarrage du chantier :

- une identification des stations d'EVEE est faite avec la réalisation d'un balisage des zones à traiter ;
- un traitement des EVEE avec un abattage, dessouchage et déracinement des espèces arborescentes et arbustives et une exportation des rémanents dans une benne bâchée jusqu'à une plateforme de traitement spécialisée.

Avant leur arrivée sur le chantier, les engins et outils sont nettoyés pour d'éviter la propagation des EVEE à partir de graines ou d'autres parties (stolons, rhizomes).

ARTICLE 8 : Mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement

Mesures d'évitement

ME 1 : Mise en défens des habitats d'espèces

Le balisage et la mise en défens des nids présents sur les berges est réalisé en amont du chantier par un écologue et maintenu fonctionnel pendant toute la durée du chantier.

Une zone de quiétude est matérialisée pour préserver la colonie d'hirondelles des rivages situés en amont de l'épi amont.

Mesures de réduction

MR 1 : gestion des déblais issus de la décharge et organisation du chantier

Les entreprises établissent une procédure d'exécution des terrassements pour garantir qu'aucun des déblais issus de la décharge ne soit utilisé pour les aménagements provisoires ou plateformes. L'organisation du chantier et procédures d'exécution des travaux ne doivent pas provoquer de dissémination de déchets vers le milieu.

Les mélanges de terre et de déchets issus de la décharge restent sur le site de la décharge, en retrait derrière les protections aménagées.

Mesure d'accompagnement

MA 1 : Accompagnement des travaux par un écologue

La mise en place de mesures d'évitement et de réduction nécessite l'accompagnement d'un écologue pendant la phase chantier pour s'assurer du respect des préconisations établies. L'accompagnement écologique comprend les missions ci-dessous.

En période préparatoire :

- Analyse du Plan de Respect de l'Environnement produit par l'entreprise travaux avec demande d'amendements le cas échéant ;
- Participation aux réunions préparatoires de phasage et d'organisation globale du chantier.

En phase chantier :

- Sensibilisation et information du personnel de chantier aux enjeux écologiques du secteur (faune, flore et habitats), visite de repérage pour la définition/validation des emprises (base-vie, stockages, mises en défens), plan de circulation, organisation générale, mesures antipollution...
- Contrôle extérieur en phase chantier : suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales par l'entreprise, tenue du journal environnement du chantier ;
- Contrôler les emprises et le balisage préventif ;
- Accompagner le maître d'œuvre lors de la remise en état du site ;
- Participation aux réunions de chantier sur demande du MOA ou MOE, assistance et conseil aux décisions opérationnelles relatives à la protection du milieu naturel.

À la réception des travaux :

- Au terme des travaux, un bilan est rédigé à propos du déroulement des opérations en termes de mise en œuvre des mesures d'évitements, de réduction et d'accompagnement.

ARTICLE 9 : Modifications des prescriptions

Si l'exploitant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions du présent arrêté préfectoral, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : COMPTE RENDU ET RÉGULARISATION

ARTICLE 10 : Compte rendu de fin de chantier

Sous 1 mois à l'issue des travaux, l'exploitant transmet à la direction départementale des territoires du Vaucluse (ddt-spe@vaucluse.gouv.fr) un compte rendu de fin de chantier incluant :

- une description des aménagements réalisés avec plans et photos ;
- les modes opératoires utilisés en précisant les moyens mis en place pour éviter, réduire et compenser les impacts environnementaux ;
- les informations relatives à l'application des prescriptions générales et spécifiques du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Régularisation

Au regard des informations apportées et des seuils d'application des rubriques de la nomenclature de l'article R.214-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire régularise la situation administrative de ces travaux par le dépôt d'un dossier Loi sur l'eau sous la procédure de l'autorisation environnementale, **au plus tard 6 mois après la réalisation des travaux.**

Ce dossier Loi sur l'eau doit prendre en compte à la fois la phase travaux et la phase d'exploitation des ouvrages construits.

Titre IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 12 : Contrôle

Les entreprises chargées des travaux doivent être en possession du présent arrêté sur le site de réalisation et doivent pouvoir le présenter lors de toute réquisition des agents chargés de la police des eaux.

Les agents en charge des missions de contrôle au titre du code de l'environnement auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant du présent arrêté dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Si nécessaire, l'exploitant met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens techniques permettant d'accéder au secteur de travaux et aux ouvrages.

ARTICLE 13 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 15 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de CHARLEVAL pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée d'au moins 4 mois.

ARTICLE 16 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Bouches-du-Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par courrier (tribunal administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Conformément à l'article R.181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut rejet de la réclamation.

Si la réclamation est jugée fondée, des prescriptions complémentaires peuvent être édictées.

ARTICLE 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le sous-préfet d'Aix-en-Provence, le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental des territoires du Vaucluse, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité des Bouches-du-Rhône, le maire de CHARLEVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Le préfet

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'G. Leclerc', is placed over the printed name of the prefect.

Georges-François LECLERC